



## Déclaration liminaire de la FSU au CTA du 23 novembre 2020

Avant de commencer ce CTA, nous souhaitons avoir une pensée pour notre collègue Samuel Paty, ses proches, les collègues, élèves et parents d'élèves du collège du Bois d'Aulnes de Conflans Sainte Honorine.

L'annulation brutale du temps banalisé par JM Blanquer a profondément choqué les collègues et ajouté au mépris qu'ils ressentent depuis de longs mois, provoquant désarroi et colère. Dans ce contexte pesant, face à l'instrumentalisation de cet assassinat, nous réaffirmons notre confiance en l'éducation comme moyen de défendre et faire vivre la laïcité et les valeurs de la République.

Nous sommes réunis pour faire le bilan d'une rentrée difficile pour tous les personnels de l'Education Nationale. Pour tous,-sauf pour notre ministre.

En effet, chaque prise de parole de Jean-Michel Blanquer nous plonge dans un univers orwellien. Sa défense de la liberté d'expression contredit les sanctions prononcées à l'encontre de militants qui s'opposent à ses réformes comme les collègues de Melle. Son école de la confiance est devenue une institution dans laquelle les personnels sont sommés de s'adapter sans cesse à des injonctions multiples et contradictoires. Sa « rentrée normale » nie les effets du 1<sup>er</sup> confinement sur la scolarité des élèves. Ses enseignants « choyés » sont des professionnels dénigrés, mal payés, équipés de masques toxiques, dont les conditions d'exercice n'ont cessé de se dégrader au fil des réformes et des suppressions de postes.

A affirmer que "nous étions prêts", le ministre s'est refusé à préparer une rentrée à la hauteur de la crise sanitaire et des besoins des élèves. Pas de recrutement supplémentaires, pas d'allègement des programmes, pas de réduction des effectifs des classes... Au mieux quelques rustines comme les heures attribuées au dispositif "devoirs faits", au pire une opération de communication pour les parents à travers les vacances apprenantes et la "continuité pédagogique" érigée en seule réponse aux fermetures de classes et aux absences d'enseignants ou d'élèves.

Mais la réalité est têtue et la vigueur de l'épidémie associée à l'impréparation du ministre obligent à des ajustements en urgence qui épuisent encore plus les personnels. Depuis plus de deux mois, nous devons ainsi composer avec des élèves fragilisés par les mois de confinement, dans des conditions d'enseignement dégradées, sans avoir le temps de reprendre ce qui n'a pas été fait et sous la menace d'une nouvelle fermeture des établissements dont nous savons tous qu'elle serait catastrophique.

Les mobilisations des collègues depuis la rentrée de novembre disent à la fois leur défiance par rapport à une institution qui les maltraite et leur détermination à défendre l'école publique.

Nous demandons donc que les conditions d'exercice dans les établissements scolaires soient sécurisées, ce qui passe par des effectifs élèves allégés, une aération efficace, un nettoyage renforcé des locaux et donc le recrutement de personnels (agents, AED, personnels administratifs, de santé etc). Par ailleurs, nous avons besoin, dès cette année scolaire,

d'allègements de programme et, au-delà, d'aménagements qui permettront aux élèves de reprendre pied dans leur scolarité sans être soumis à la pression.

Il est temps d'avoir un regard critique sur les conditions de travail dans nos écoles, collèges et lycées car elles sont les conditions sanitaires des personnels et d'apprentissage des élèves. Il est temps d'investir dans le bâti afin d'accueillir les élèves dans des classes à effectifs réduits, avec des espaces augmentés. Les lycées doivent reprendre taille humaine et être de proximité. Les collèges doivent être dotés de salles pour toutes les disciplines et les conseils d'administration ne doivent plus avoir à choisir entre l'équipement de cuisine et celui de la salle d'éducation musicale. Les écoles doivent rouvrir (ou être construites), même avec des tout petits effectifs dans chaque commune afin de limiter les déplacements et améliorer les conditions sanitaires. Des salles spécialisées, des gymnases et des piscines doivent être érigés à chaque rénovation ou construction d'établissement scolaire avec ce double objectif de sécurité sanitaire et d'optimisation des apprentissages. En complétant cela par du recrutement massif la relance de l'économie par l'investissement local sera maximale.

Deux actualités encore nous ont interpellées ces derniers jours. La première concerne la revalorisation que JM Blanquer promettait "historique" en janvier 2020. La profession retiendra surtout un pied de nez historique aux 31% de collègues concernés par cette « augmentation » qui ne rattrape même pas les pertes de pouvoir d'achat, aux 69% des collègues qui ne sont pas concernés, aux professeurs documentalistes et CPE exclus de la prime d'équipement. A défaut d'une réelle revalorisation, c'est bien la dévalorisation de nos métiers qui se poursuit, surtout que la redéfinition – pardon « modernisation » - de nos métiers reste à l'ordre du jour des travaux du Grenelle. A rebours de ces annonces, la FSU exige une réelle revalorisation de l'ensemble des personnels de la Fonction publique, sans contrepartie, sans alourdissement de la charge de travail et des créations de postes à la hauteur des besoins de la société.

L'autre actualité est liée aux révélations concernant le "syndicat" Avenir Lycéen. Nous demandons la création d'une commission d'enquête sur son rôle dans la promotion des réformes du lycée et du bac, en particulier sur la responsabilité du ministre et de son entourage, dont le recteur de la grande région académique. Les mensonges et la manipulation ne doivent plus avoir cours dans notre institution.

Nous nous étonnons que, contrairement à ce qui a été affirmé lors de notre rencontre avec Mme la Rectrice le 13 novembre, le communiqué de presse n'ait été publié que tardivement sur le site internet du rectorat et que les chiffres des contaminations au Covid 19 ne soient pas actualisés.